

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18342 - 71ÈME ANNÉE

**La compagnie réunionnaise est entrée dans le plus grave conflit social de son histoire**

**Plus de direct à la télé pour soutenir une grève à Air Austral**



**Air Austral connaît depuis hier son plus grave conflit social de l'histoire. Si le lancement de la « grève » de 2010 avait pu bénéficier d'un direct dans le journal du soir de Réunion Première, le traitement médiatique du mouvement actuel, d'une ampleur inédite, est totalement différent. Au moment où il commence, les grévistes n'ont pas les honneurs du direct de la télévision dans le journal du soir, où la parole est donnée uniquement aux passagers touchés par les désagréments. Comment expliquer cette différence ?**

**R**etour en mai 2010, un mois après l'élection de Didier Robert à la tête de la Région Réunion. À l'époque, Paul Vergès était le président du Conseil de surveillance d'Air Austral, et Gérard Éthève du Directoire. Réunion Première ouvre alors son journal du

soir sur un reportage en direct : une banderole et quelques personnes hostiles à la direction d'Air Austral sur le parking de l'aéroport. C'était la première fois que le lancement d'une grève était couvert en direct par une télévision dans son JT du soir, une heure de grande écoute. Pourtant, l'importance de ce mou-

vement était bien faible par rapport à celui qui touche aujourd'hui Air Austral. Il n'avait pas bouleversé le programme des vols. L'ancienne direction de la compagnie n'était donc pas dans la situation de l'actuelle, qui doit enchaîner communiqués sur conférences de presse pour faire état des mesures prises

pour garantir au mieux l'acheminement des passagers.

### 2010 : une « grève » en pleine campagne contre l'ancienne direction

En mai 2010, la direction d'Air Austral était la cible d'une grande campagne de déstabilisation. Les arguments les plus divers étaient utilisés. Air Austral était accusée d'être mal gérée alors que ses comptes étaient plombés par un facteur sur lequel elle n'avait aucun pouvoir : le prix du baril de pétrole avait connu une brusque hausse pour se situer largement au-dessus de 100 dollars, soit plus de 4 fois le prix actuel.

Didier Robert avait en effet l'ambition de prendre le contrôle de la société réunionnaise qui faisait de l'ombre à Air France. Air Austral avait dans les cartons un projet révolutionnaire pour permettre aux Réunionnais d'être les maîtres du désenclavement de La Réunion : l'Airbus A380 de 800 places. Signe de la bonne santé de l'entreprise, Airbus était partie prenante dans ce projet et avait conclu avec Air Austral une commande ferme de deux appareils dotés de cet aménagement spécifique, avec une option sur deux autres. Cet avion était conçu pour faire baisser les prix de 30 % toute l'année pour tout le monde. Il réduisait donc à néant un volet de la politique clientéliste de Didier Robert, qui cherchait à se construire une popularité en distribuant des bons de réduction sur les prix des billets d'avion. Avec l'Airbus A380, c'était 30 % de réduction sans avoir besoin d'aller dans une antenne de la Région, et donc sans que le contribuable ne soit contraint de payer.

### 2012 : nouvelle direction et abandon du projet A380

En 2012, les adversaires du projet de l'A380 ont fini par atteindre leur objectif. Didier Robert s'octroyait la présidence d'Air Austral. Il rétablissait aussitôt l'exploitation de lignes déficitaires. Cela a accentué les difficultés d'Air Austral et créé un contexte qui a rendu l'ancienne direction impopulaire dans l'opinion. Elle a ainsi été rapidement congédiée. La conséquence immédiate était l'abandon du projet d'Airbus

A380. Les compagnies françaises pouvaient dormir tranquille, rien ne les obligeait plus à baisser leurs prix pour essayer de s'aligner sur ceux de l'A380 à 800 passagers. Quant à Didier Robert, il allait pouvoir déployer sa politique clientéliste, lui donnant même un coup d'accélérateur lors de l'année des élections régionales. En effet en 2015, la Région Réunion a mis en œuvre un dispositif totalement pris en charge par le contribuable réunionnais pour financer une partie du prix des billets de ceux qui ont les moyens de voyager.

### 2016 : priorité aux désagrèments subis par les passagers

Janvier 2016, la situation est totalement différente. Les conditions économiques sont en effet beaucoup plus favorables. Par rapport à 2010, le prix du baril de pétrole a été divisé par quatre. Pour une compagnie comme Air Austral qui exploite des vols entre La Réunion et la France, cette baisse considérable permet mécaniquement à la société d'améliorer sa situation financière. La campagne de presse contre Air Austral a cessé depuis que l'ancienne direction a été mise sur la

touche par Didier Robert.

Mais la compagnie doit faire à une grève sans précédent. Les pilotes ont en effet publiquement évoqué des problèmes liés à la sécurité, ils demandent également une amélioration de la gestion du personnel. Cette grève est annoncée depuis plusieurs jours. Les négociations n'ont rien donné, et le mouvement a donc été lancé hier.

Le traitement de la grève atypique de mai 2010 insistait sur les revendications des grévistes.

Mais hier soir, le journal télévisé n'a pas, comme en 2010, offert un direct montrant quelques salariés en train de manifester contre la direction. Au contraire, il était uniquement question des désagrèments subis par les passagers, sans donner la parole aux grévistes et sans rappeler les revendications. Un traitement qui n'est pas sans rappeler celui des mouvements sociaux dans les transports en commun en France, où l'angle choisi donne une image très négative de la lutte des travailleurs.

Entre la manœuvre politicienne de 2010 et le traitement du conflit actuel, sans doute existe-t-il un juste milieu qui facilite la juste compréhension des enjeux de la grève.

M.M.

## Une superpuissance se construit près de La Réunion

### L'Inde annonce une croissance de 12,5 %

**En 2014-2015, l'Inde a vu sa croissance économique s'élever à 12,5 %, son PIB représentant 7,4 % du PIB mondial, selon le premier-ministre indien Narendra Modi. Une superpuissance est en train d'émerger à quelques heures de La Réunion.**

« Lors des quatre derniers trimestres, l'Inde est devenue le pays à la plus forte croissance mondiale. En 2014-2015, le PIB indien a représenté 7,4 % du PIB mondial », a déclaré le chef du gouvernement indien lors du forum économique Global business summit à New Delhi. « Lors des derniers 18 mois, la croissance des investissements directs en Inde a augmenté de 39 %, alors que le volume des investissements est en baisse partout ailleurs », a conclu M. Modi.

En 2015, l'Inde a dépassé la Chine et les États-Unis pour devenir le pays le plus propice aux investissements directs étrangers. De janvier à juin, l'afflux d'investissements étrangers en Inde s'est élevé à 31 milliards de dollars (28,6 milliards d'euros), tandis que la Chine et les États-Unis n'ont bénéficié que de 28 et de 27 milliards de dollars respectivement (25,8 et 24,9 milliards d'euros).

## Édito

# Nouvelle route du littoral : catastrophe écologique démontrée

**L**e mois dernier, les États-Unis vivaient un mois de décembre exceptionnel. À la veille de Noël, il faisait 20 degrés à New York. De puissantes tornades sont alors apparues, dévastant tout sur leur passage. Plusieurs dizaines de victimes sont à déplorer. Quelques semaines plus tard, c'est une couche de neige mémorable qui couvre cette même région. À New York, l'épaisseur atteint un mètre. Ce phénomène est lui aussi à l'origine du décès de plusieurs personnes.

Ailleurs dans le monde, d'autres pays sont touchés par des catastrophes toutes aussi meurtrières liées au climat, mais loin des caméras. Le changement climatique est bien une réalité, avec des conséquences auxquelles il est essentiel de s'y préparer. Malheureusement, La Réunion ne prend pas ce chemin. Le plus important investissement en cours est en effet une route en mer, c'est-à-dire à l'endroit même où il ne faut plus construire.

Et comme si ce contexte dramatique ne suffisait pas, l'actualité a souligné la catastrophe écologique qui attend La Réunion. Dans son édition de mercredi, Le Quotidien a montré la zone d'extraction des roches venues de Madagascar pour alimenter le chantier de Didier Robert. C'est un trou béant, avec un ballet de camions la nuit pour éviter que cette noria ne provoque des embouteillages montres la journée. Mais les riverains subissent d'importants désagréments. Difficile de trouver le sommeil, sans compter la pollution et les risques d'accident à cause des

convois la nuit.

Ce qui se passe à Madagascar montre ce que vivront les Réunionnais qui seront à proximité des carrières. Outre Bois-Blanc, d'autres régions de notre île sont sur la liste. Car la carrière de Madagascar ne suffira pas à fournir les 18 millions de mètres cubes de matériaux destinés à construire une route-digue.

À l'inutilité d'une infrastructure qui sera menacée par la montée du niveau de la mer s'ajoute donc la catastrophe environnementale et sanitaire. C'est le prix à payer pour mener à bien l'ambition de Didier Robert. Jusqu'à quand les autorités capables d'arrêter ce chantier seront-elles complices de la catastrophe annoncée ?

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Raúl Castro reçu par François Hollande

# Renforcement des relations entre la France et Cuba

**La visite de Raúl Castro en France le 1er février 2016 fait suite au déplacement historique de François Hollande à Cuba en mai 2015.**

**L**e 1er février 2016, Raúl Castro rendra visite à son homologue français François Hollande 1. C'est la deuxième fois qu'un président cubain réalise une visite officielle en France, après le célèbre voyage de Fidel Castro en 1995, alors reçu par François Mitterrand. Ce déplacement d'une durée de deux jours contribue le renforcement de la coopération entre les deux pays.

Selon le Palais de l'Élysée, il s'agit d'une « nouvelle étape » qui cimentera la relation franco-cubaine 2. De son côté, le Ministère cubain des Affaires étrangères a confirmé « l'excellent état des liens bilatéraux et du dialogue politique 3 ». « La France est un partenaire important pour Cuba, avec lequel nous maintenons des liens de coopération significatifs et une entente mutuelle », a souligné le porte-parole de la diplomatie cubaine Rogelio Sierra.

### Voyage de François Hollande à Cuba

En mai 2015, François Hollande avait réalisé une visite historique à Cuba, devenant le premier président français et le deuxième président européen (après Chypre) à se rendre dans l'île 4. La France est consciente de l'importance politique de Cuba qui jouit d'un grand prestige en Amérique latine et qui est membre de deux organismes d'intégration régionale tels que la Communauté des États latino-américains et caribéens (33 pays) et de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (13 nations). A La Havane, François Hollande avait souligné l'importance de son voyage : « Venir à Cuba, c'est venir dans un pays qui a représenté pour l'Amérique latine une forme d'expression, de revendication de la dignité et de l'indépendance. Cela explique que le pays joue un rôle

important dans de très nombreuses médiations 5 ».

Dès son arrivée au pouvoir en 2012, François Hollande a fait de l'Amérique latine et de Cuba une priorité. En janvier 2015, il a nommé Jean-Pierre Bel, ancien président du Sénat et spécialiste de l'Amérique latine, conseiller spécial de la Présidence de la République pour l'Amérique latine. Jean-Pierre Bel a joué un rôle essentiel dans le renforcement des liens avec la plus grande île de la Caraïbe, conscient qu'il s'agit de la porte d'entrée vers le continent latino-américain, dans un contexte de rapprochement entre Washington et La Havane 6.

Paris a ainsi indiqué la voie à suivre à l'Union européenne, qui impose toujours une Position commune qui constitue un obstacle à la normalisation des relations entre Bruxelles et La Havane, en l'appelant à adopter une nouvelle approche constructive basée sur des intérêts mutuels et à abandonner une politique imposée par Washington 7.

Les États-Unis ayant perdu de leur influence dans la région, la France a un rôle majeur à jouer en renforçant la coopération avec les 33 pays d'Amérique latine et de la Caraïbe. Le continent abrite une population supérieure à 600 millions de personnes et représente un terrain d'investissement favorable aux entreprises françaises.

### Annulation de 4 milliards de dollars de dette

En décembre 2015, le Club de Paris, qui préside le groupe de créanciers publics, a conclu un accord historique avec Cuba au sujet de sa dette externe, qui n'était plus honorée depuis les années 1980. Près de 4 milliards de dollars de dette au titre d'intérêts de retard ont été annulés et les impayés d'un montant de 2,6 milliards de dollars ont été rééche-

lonnés sur une période de 18 ans. Là encore, François Hollande s'est personnellement impliqué pour obtenir la signature de cet accord, qui offre « un cadre de résolution définitive et durable 8 », qui normalise les relations économiques et financières avec les pays occidentaux et qui stimulera les investissements étrangers à Cuba 9.

Actuellement, près de 60 entreprises françaises sont installées à Cuba, dont Pernod-Ricard qui vient de remporter une bataille historique contre la multinationale du rhum Barcadi qui usurpait depuis 1994 la marque Havana Club sur le marché étasunien. En effet, le Bureau des marques et des brevets des États-Unis a décidé que Cuba était le propriétaire légitime de la plus célèbre marque de rhum au monde. L'île délègue la commercialisation internationale de ce produit à l'entreprise française de spiritueux. Ainsi Pernod-Ricard, qui a obtenu l'enregistrement de la marque, pourra vendre le rhum Havana Club sur le marché des États-Unis dès que les sanctions économiques seront levées 10.

### 10 000 élèves à l'Alliance française à la Havane

Par ailleurs, en octobre 2015, les ministères français et cubain de l'Éducation ont signé un plan d'action facilitant la coopération et les échanges entre les établissements d'enseignement supérieur des deux pays. Najat Vallaud-Belkacem, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a reçu son homologue cubain Rodolfo Alarcón Ortiz à Paris pour formaliser l'accord, illustrant ainsi l'excellent état des rapports bilatéraux 11. Cet accord s'ajoute à l'inauguration du nouveau siège de l'Alliance française à La Havane en mai 2015 qui permet de ren-



Entrée d'une usine sucrière à Cuba.

forcer la présence de la langue, de la culture et des valeurs françaises à Cuba. L'Alliance de la capitale, qui accueille près de 10 000 élèves, est l'une des plus importantes au monde 12.

Le renforcement des liens entre la France et Cuba marque le début d'une nouvelle ère. Paris montre ainsi qu'il est possible d'entretenir des relations cordiales et fructueuses avec La Havane, en les basant sur l'égalité souveraine, la réciprocité et la non-ingérence dans les affaires internes.

### Salim Lamrani

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba, parole à la défense !*, Paris, Editions Estrella, 2015 (Préface d'André Chassaigne).

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

1. République française, « Visite de Raúl Castro, président du Conseil d'Etat et du Conseil des Ministres de la République de Cuba », Palais de l'Elysée, 18 janvier 2016. <http://www.elysee.fr/communiqués-de-presse/article/visite-de-raul-castro-president-du-conseil-d-etat-et-du-conseil-des-ministres-de-la-republique-de-cuba/> (site consulté le 19 janvier 2016).

2. Reuters, « Cuba's Raúl Castro to Visit France on Feb. 1 », 18 janvier 2016.

3. Cubadebate, « Raúl visitará Francia el 1ro de febrero », 18 janvier 2016.

4. Salim Lamrani « Visite historique du Président français à Cuba », *Mondialisation*, 13 mai 2015.

5. Cubadebate, *op. cit.*

6. République française, « Nomination de Jean-Pierre Bel », Palais de l'Elysée, 14 janvier 2015. <http://www.elysee.fr/communiqués-de-presse/article/nomination-de-jean-pierre-bel/> (site consulté le 19 janvier 2016)

7. Salim Lamrani, *Double morale : Cuba, l'Union européenne et les droits de l'homme*, Paris, Editions Estrella, 2008.

8. Claire Guélaud, « Accord 'historique' sur la dette cubaine et 'innovant' à Grenade », *Le Monde*, 16 décembre 2015.

9. Club de Paris, « Accord sur la dette entre Cuba et le Groupe des créanciers de Cuba », 12 décembre 2015.

<http://www.clubdeparis.org/fr/communications/communiqué-presse/accord-dette-entre-cuba-groupe-creanciers-cuba-12-12-2015> (site consulté le 19 janvier 2016).

10. The Miami Herald, « Cuba Prevails in Havana Club Rum Dispute with Barcadi », 15 janvier 2016.

11. Ambassade de Cuba en France, « Signature d'un accord de coopération », novembre 2015. <http://www.ambafrance-cu.org/Signature-d-un-accord-de-cooperation> (site consulté le 19 janvier 2015).

12. Eusebio Leal,

# Ot é

## Souvan-dé-fwa i pran a nou pou in mang a tèr !

*Dék mwin lariv laba déor mi an souvyin, konm si té ékri si mon pinpin, promiérabor bann dalor la konpri, a ou in moun dayèr, pétèt èk mon manyèr kozé, mon manyèr may la lang, donkolor a shak éstan té i domann a mwin ousa mi sort ? Kèl koté mwin lé éné ? Koman i viv laba ? Si néna loto ? Koman i lé la kaz ? Aryink késtyon la kouyonis boudikont, mé kan ou koné pa, ou koné pa. Sanm pou mwin sa la pa in naffer i apran a lékol. Pou banna ni kont pa tro.*

*Mi pran lo tan pou éspliké. Mi sort la Rényon, mon péi lé kosté èk madégaskar, maurice, sézèl..... tousala. A zot té i réponn : donkolor ou sort o zantyi alorss ? Non va mi sort pa o zantyi, mi sort la Rényon. Pou zot, la rényon, zantyi minm zafèr.konm diré lot, o plis mi ésplik, o plis i konpran pa. Kan ni antan sa dan la boush in moun bordaz shomin, ni pé di lé pa tro grav, mé kan sé bann moun la ot i di.*

*La zordi, par rapor moustik la ba zantyi lo minis la di pou bann madam i atan zanfan odrémié pa voyazé ditou outromèr, a nou osi dann ta. Pwatan isi nou na pwin problinm moustik ? Pétèt konm mon bann dalon déor li osi li konfonn ? Konbyin moun la ot mwin la finn antann i amay kan i sazi parl dé nou ? I koné pa ki ni lé, I koné pa ousa ni lé, i koné pa koman ni viv, i koné pa koué ni vo boudikont. Mi pans, épousa souvan-dé-fwa i pran a nou pou in mang a tèr !*

**Justin**

**« Konfonn pa, bèf l'aryèr avèk bèf brankar » - In kozman po la rout**

I souvien, dann tan sharète bèf, demoun téi mètein bèf dann brankar : lété lo bèf prinsipal, lo pli kalifyé, la konfyans lo propriyètèr. Dé-foi, té i mète in atashé dsi l'aryèr, kisoï in jenn bèf an formasyon, kisoï in bèf lété bon arienk pou donn kou d'min. Sa lété lo bèf l'aryèr mé té pa li k'téi fé lo pli gro travay pars li té pankor paré pou sa, osinonsa li la fine pass lo paré. Astèr dan la vi, rant bann moun nana os iso dé kalité : nana sak i amenn l'afèr an mètr, nana sak i suiv : in manèv la pa in z'ouvriyé kalifyé, la pa toulmoun i pé amenn la troup konm k'i fo, dann fotbal nana onz zouar, épi in sèl kapitène. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor rantre nou.